

# PLATEFORME DE VALORISATION DE FRUITS ET LÉGUMES BIO ET LOCAUX

Légumerie-Conserverie



*Du pré à l'Emploi*

Campus Saint Christophe – 4 avril 2018

- 1 -  
Volonté d'un groupe  
d'entrepreneurs sociaux

- 2 -  
Objectif création  
d'emplois en zone rurale  
enclavée :  
*Economie au service des  
territoires*

- 3 -  
Une étude de 8 mois  
sur la lutte contre  
gaspillage alimentaire

***D'où vient  
Terra Alter  
?***

- 4 -  
Pas de modèle  
économique pérenne

- 5 -  
Un « *besoin non couvert  
identifié* » :  
Appro RHD  
en Fruit & Légumes  
Bio et LOCAUX

# Association nationale Terra Alter née en 2015



## 3 structures

- Gascogne (Marciac - 32)
- Pays d'Oc (Gaillac - 81)
- Est (Wittenheim - 63)



# Pourquoi Terra Alter ?

- Participation à des dizaines de colloques, rencontres, animations etc. + biblio
- Au niveau National & régional : Aquitaine, Midi-Pyrénées, Alsace – Pendant 2 ans : 2015, 2016
  - Constat identique & partagé par tous :  
« Demande en bio & local bien supérieure à offre » en particulier dans RHD

Volumes  
insuffisants  
et non  
garantis

Logistique  
inadéquate  
(transport, pré  
pa menu, etc.)

Difficulté à  
traiter les  
légumes  
bruts

Prix &  
Coûts  
logistiques

Espèces &  
variétés  
inadaptées

Complexité de  
la gestion  
administrative  
(Facturation, Marc  
hés Publics, etc.)

# Terra Alter, maillon innovant & structurant

**Fruits & Légumes bio locaux :**  
*Économie circulaire, équitable & durable*

**Producteurs  
F & L bio  
locaux**

**Commerce équitable**  
*soutien au développement  
de surfaces  
supplémentaires dédiées*



**Plateforme distribution  
et transformations**



**Légumerie - conserverie**  
**Nettoyage, découpe,  
emballage, conserverie**

**Collectivités &  
Particuliers  
du territoire**

**Une alimentation saine et  
responsable**

*Restauration collective :  
volumes & gamme adaptés  
Particulier : légumes prêts à  
poêler ou à croquer*



# Un projet d'intérêt général porté par des privés de l'ESS



- SCIC - *Société Coopérative d'Intérêt Collectif*  
Producteurs, clients, collectivités associés
- A but non lucratif  
*100% résultat réinvesti dans projet collectif*
- Agréée ESUS - *Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale*
- **Modèle rentable mais faiblement capitalistique**
- **Nécessite d'importants investissements**

# L'association Terra Alter, **Projet Alimentaire Territorial (PAT)**

**Modèle partenarial et calibré pour essaimage national**  
potentiel une vingtaine structures

- **Un projet soutenu par le Ministère de l'Agriculture**

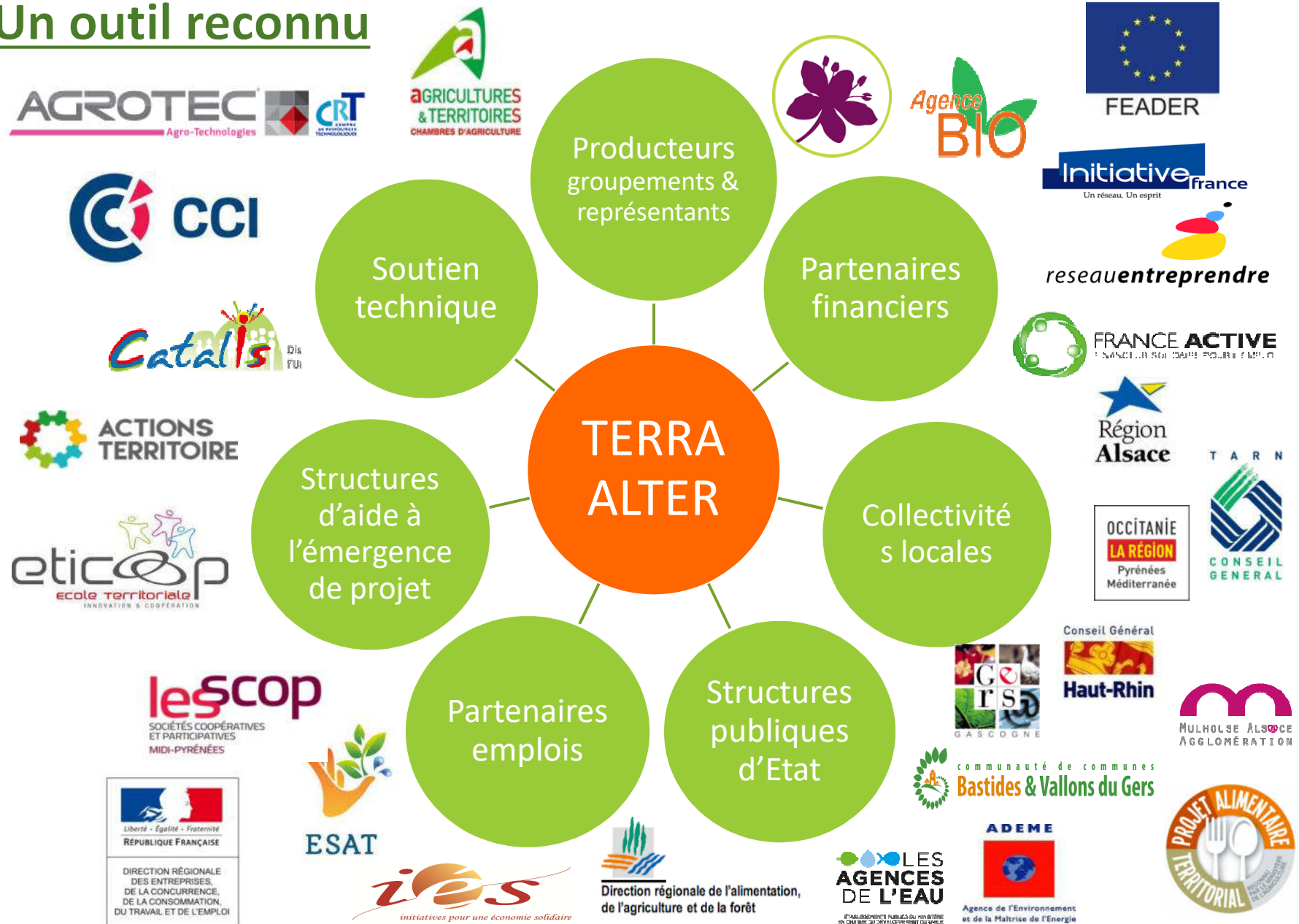
⇒ Lauréat du programme national de l'alimentation (PNA) 2017



*Remise des prix au salon de l'agriculture par le Ministre Le Foll*

# Un important réseau de partenaires

## Un outil reconnu





## Des producteurs engagés pour un approvisionnement sécurisé

- **35 producteurs pour 2018**
- 17 producteurs sous contrat 2017
- Démarches spontanées pour intégrer Terra Alter
- Service de collecte sur exploitation, mise à disposition des contenants
- Réunions régulières, échanges entre producteurs, groupe de travail pour élaboration des prix => commerce équitable



# Notre équipe formée et efficace

- De l'emploi en **zone rurale enclavée** ou sinistrée de l'emploi
- Des postes réservés au public en difficulté : insertion et **handicap**
- **8 personnes** (6,5 ETP) dont 3 travailleurs en situation de handicap



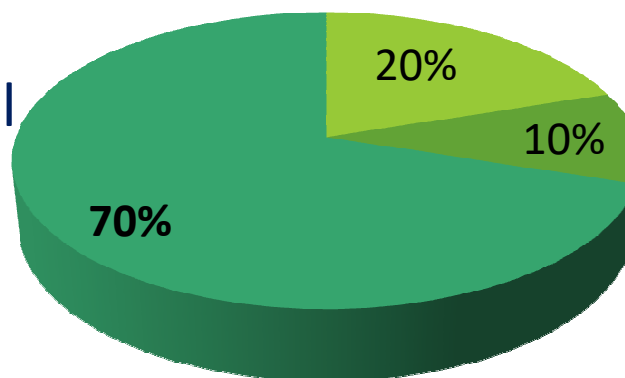
*Equipe TAG*

# La commercialisation vers Resto Co

## Bilan TRES DECEVANT !

- Un service commercial pro et dédié : 2 ETP

**360 Prospects**



- Clients
- Non intéressés
- Intéressés en ATTENTE

- Soutenu par les pionniers de la Resto Co
  - 70% des collèges du Gers = 14
  - Seulement 3 lycées réguliers et très peu écoles
  - Blocage sur département 65
- Des partenariats en cours
  - SCIC Resto Bio
  - Référencement en cours chez API Restauration Sud-Ouest
- Ouverture nécessaire vers autres clients
  - 12 restaurants & 4 industriels
  - Particuliers (GMS & magasins spé)



# Les raisons Vision territoriale fragmentant l'aire de chalandise

- Les limites territoriales – en particulier des départements
  - Dans 65 : Création d'une légumerie publique => *toute commercialisation bloquée*
  - Dans 47 et 64 : démarche très forte vers bio – local mais *refus d'introduction auprès des collèges* car TAG non local
  - Dans le 40 : inscription sur Agrilocal mais comme entreprise non landaise (et Gers non adhérent Agrilocal) => *TAG écartée des référencements automatiques*
- Les difficultés de dialogue avec la Région
  - Engagement très fort au démarrage (2016) mais arrêt de l'aide au bio en 2017
  - Pas d'interlocuteur dans les services avant 2018, ni réponse au courrier envoyé et co-signé de 20 producteurs en décembre
  - 5 Vice-Présidents et 2 conseillers régionaux rencontrés, tous très enthousiastes => 3 lycées sur 45 commandent en volume



## Les raisons : le coût et l'envie

### ➤ Les prix et les budgets

- Pour beaucoup bio = cher
  - Tarifs TAG = ceux du MIN Rungis et en plus livrés
  - Bio local reste plus cher mais parfaitement intégrable
  - Cuisine centrale Léguevin = 1 500 repas/jours
- 50% de bio local avec 1,85 € de coût denrées

### ➤ Budget beaucoup trop faible en medico/social

- 1,10 à 1,20 € pour coût denrées : bcp trop faible
- Qualité alimentation souvent pas priorité

### ➤ Dépendance très forte à l'engagement des cuisiniers

- Attachement aux fournisseurs historique & facilité de gestion
- Parfois divergence avec gestionnaire
- Evolution des pratiques : frais de saison, dans menus

### ➤ Temps de décision et des changements de pratiques

- Temps long des collectivités
- Temps court de la trésorerie et de banques



## Conclusion : Appro de la Resto Co, de l'intention à l'action

- Des prix denrée suffisants
  - En particulier dans médico-social
- Marchés publics et prévision de volumes
  - sécuriser les marchés (ex: Agrilocal)
  - producteurs OK pour produire mais intégrer temps culture
- Bien définir le « local »
  - limites territoriales des collectivités = pas de sens
  - plutôt bassin de production pour alimentation variée
- Rôle essentiel d'exemplarité des pouvoirs publics
  - Pour soutenir une agriculture durable et biodiversité
  - Pour garantir à ses administrés une alimentation saine
  - Pour soutenir l'économie locale



*Merci pour votre  
attention*

